

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Mexico, 30 juin – 1^{er} juillet 2014

RÉSOLUTION CONCERNANT PUERTO RICO

Original : Espagnol

L'Internationale Socialiste a systématiquement soutenu la décolonisation et l'indépendance de Puerto Rico, depuis le congrès de l'IS de 1983 à Albufeira sous la présidence de Willy Brandt, jusqu'au 23 juin dernier. À cette date, conformément à la décision du conseil d'Istanbul, le Président de l'IS, George Papandreou, s'est présenté devant le Comité spécial de la décolonisation des Nations unies, afin de soutenir la résolution sur Puerto Rico, qui a d'ailleurs été adoptée à l'unanimité.

Après avoir défini le statut actuel de Puerto Rico comme un assujettissement politique et après avoir réaffirmé le droit inaliénable de cette nation à l'autodétermination et à l'indépendance, cette résolution du Comité spécial de la décolonisation demande aux États-Unis de mettre en place un processus permettant à Puerto Rico d'exercer pleinement ce droit. Cette résolution demande également à l'Assemblée générale des Nations unies d'examiner le cas portoricain. À l'instar de George Papandreou, la résolution adoptée demande à Barack Obama de libérer l'indépendantiste Oscar López, emprisonné par les États-Unis depuis 33 ans pour « conspiration séditeuse ».

Cette résolution du Comité spécial de la décolonisation souligne avec satisfaction les trois paragraphes concernant Puerto Rico et la décolonisation, adoptés en janvier 2014 lors du dernier sommet de la Communauté d'États latino-américains et Caraïbes (CELAC). Cette résolution rappelle que Puerto Rico est né en tant que nation latino-américaine et qu'elle s'inscrit dans le travail du CELAC, de par son statut politique tel qu'il a été établi par les résolutions du Comité de la décolonisation. À noter que l'engagement à promouvoir la fin du colonialisme en Amérique latine et dans les Caraïbes est conforme à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations unies, qui déclare le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. Véritable Magna Carta de la décolonisation, cette résolution s'applique au cas portoricain, selon le Comité spécial de la décolonisation.

Par ailleurs, l'IS rappelle que lors du vote qui a eu lieu en novembre 2012 à Puerto Rico, la majorité absolue a rejeté l'assujettissement politique actuel. Face aux pressions de Puerto Rico et de la communauté internationale, il revient désormais au Congrès et au gouvernement des États-Unis de respecter leurs obligations en termes de décolonisation. Dans ce processus, ils devront collaborer avec les citoyens portoricains afin que ces derniers puissent enfin voter pour le mode de décolonisation de leur choix, les propositions ayant été préalablement négociées entre les partis.

Au vu de ces décisions importantes, à un moment où la faillite politique du régime colonial a entraîné l'effondrement de l'économie et l'échec fiscal du gouvernement, de nouvelles initiatives doivent être adoptées de toute urgence afin de soutenir le peuple portoricain dans sa décolonisation complète.

C'est pourquoi, fidèle à sa responsabilité politique et à son soutien historique de la décolonisation en général, et plus particulièrement à Puerto Rico, l'Internationale Socialiste a décidé de créer un groupe de travail spécial. Ce dernier encouragera une action concertée, nécessaire pour concrétiser les objectifs fixés par l'IS, le CELAC et le Comité spécial de la décolonisation, et pour à terme, permettre l'examen du statut colonial de Puerto Rico par l'Assemblée générale des Nations unies, au regard de la résolution 1514 (XV). Cet examen ainsi que le processus diplomatique qui devra le précéder, seront cruciaux et décisifs dans les efforts pour que les États-Unis reconnaissent la nécessité d'initier un travail collaboratif, couronné par la décolonisation de Puerto Rico.

Ce groupe de travail spécial de l'IS sur Puerto Rico sera dirigé par Rubén Berríos Martínez, notre Président honoraire, qui est également à la tête du parti indépendantiste portoricain. Les partis membres suivants seront représentés : le Parti révolutionnaire institutionnel et le Parti de la révolution démocratique du Mexique, l'Union Civique Radicale et le Parti Socialiste d'Argentine, et le Front Sandiniste du Nicaragua.
